

# SOCIÉTÉ

**ÉDUCATION** Existe-t-il des alternatives au tout sécuritaire contre la violence à l'école ? Un collège de Vitry-sur-Seine expérimente une nouvelle approche.

## SANCTIONNER LA VIOLENCE ÉDUQUER À LA PAIX

« *Aujourd'hui, nous allons travailler sur les émotions. Dites-moi celles que vous connaissez ?* » Avec un sourire, Nathalie, l'animatrice, encourage les élèves de cette classe de 5<sup>e</sup> du collège Jean-Perrin à Vitry-sur-Seine (94) installés en demi-cercle, à prendre la parole. Joie, tristesse, honte, amour, douleur, colère... Les élèves se laissent aller au jeu, comprenant qu'ils peuvent profiter de ce cours pas comme les autres, sans la présence d'un prof, pour s'exprimer librement. Puis, ils sont invités à mimer ces émotions ; l'occasion de se défouler mais aussi d'expliquer certains mots pas toujours connus. La déception ? « *C'est comme quand tu vas à un entretien pour du travail et qu'on te dit non* », explique sérieusement un gamin en survêtement à son copain. L'injustice ? « *C'est quand quelqu'un te tape alors que tu n'as rien fait.* »

**Aider ces adolescents à mettre des mots sur leurs émotions** pour mieux les contrôler : c'est un des objectifs d'Éducation à la paix. Un programme

créé en 2006 par l'association Initiatives et changement, qui s'inspire de plusieurs méthodes dont la communication non-violente et les pédagogies nouvelles. « *Notre but n'est pas de dire aux jeunes ce qui est bien ou mal, mais de les amener à ressentir de l'empathie pour ceux qui souffrent de violence* », explique Nathalie, la quarantaine, consultante de profession. Un premier pas, selon elle, vers la

### Le principal a fait le choix de solliciter chaque année des intervenants extérieurs

résolution ou la prévention des conflits. « *Lors de la session précédente, raconte-t-elle, un des élèves, un peu la tête de Turc de ses camarades, a pris la parole pour leur avouer qu'il en souffrait. Même s'ils ne se sont pas excusés, ils ont eu l'air de prendre conscience des conséquences de leurs actes. D'autres ont spontanément raconté les conflits à la maison ou dans leur quartier, les moqueries à l'école.* » Visage d'ange, c'est Sony

qui explique que le pire, pour lui, c'est quand on insulte ses parents : « *Ça me rend fou et forcément je vais me défendre* ». « *Malgré ce discours de façade, explique Nathalie, ils savent que la violence a quelque chose d'anormal, mais ils manquent de repères pour savoir comment réagir. C'est ce qu'on essaie de leur apporter* ».

**Si aujourd'hui cette association intervient au collège Jean-Perrin**, ce n'est pas parce que la violence y est plus forte qu'ailleurs : « *ni plus, ni moins que dans n'importe quel établissement situé dans un district sensible et qui compte près de 60 % d'élèves issus de familles défavorisées* », estime le principal, Rémi Lunet. En revanche, des membres de l'équipe éducative reconnaissent que depuis quelque temps s'est installée une violence ordinaire, celle des incivilités, des moqueries, des insultes, y compris chez les plus jeunes. « *Pour la première fois, cette année, nous nous retrouvons avec quatre élèves de 6<sup>e</sup> en grande détresse scolaire et particulièrement agressifs envers les élèves et certains enseignants* », raconte l'infirmière, Laurence, qui a décidé de se joindre à cette séance d'Éducation à la paix.

## DES ÉTATS GÉNÉRAUX ÈS VIOLENCES SCOLAIRES

■ Face aux événements violents qui ont marqué le monde de l'école ces derniers mois, Luc Chatel a décidé de convoquer des États généraux les 7 et 8 avril à la Sorbonne, autour d'un groupe d'experts mené par Éric Debarbieux, sociologue et président de l'Observatoire international de la violence scolaire.

Judicieux sur un plan scientifique, ce choix ne manque pas d'étonner sur un plan politique, tant les positions du sociologue et du gouvernement sont éloignées. Éric Debarbieux est contre la sanctuarisation des écoles, le gouvernement, lui, ne jure que par l'installation de caméras et de portiques ; le sociologue

fustige la ghettoïsation des établissements, et la suppression de la carte scolaire tend à renforcer cette concentration de la violence. Faut-il être sceptique sur l'issue de ces États généraux, ou peut-on croire à un consensus de la part de personnes chargées de réfléchir au « vivre ensemble » ? ●

**Pour éviter une escalade de la violence, et avant que survienne un acte grave**, le principal a fait le choix de solliciter chaque année plusieurs intervenants extérieurs, avec l'accord de la communauté éducative et du conseil général qui finance ces initiatives. Les policiers de la brigade des mineurs ou des assistants du procureur viennent à la rencontre des plus grands pour parler de sanction et de casier judiciaire ; l'infirmière scolaire, elle, se charge de la prévention en matière de santé, notamment sur les addictions. Et



c'est aussi dans ce cadre qu'interviennent les bénévoles d'Initiatives et changements, pour la première fois cette année. Cela a-t-il fait baisser la violence ?

« Ces interventions ont permis de mettre fin à pas mal de conduites addictives, et de mieux réguler les conflits au quotidien », juge le principal de sa voix posée. Pour lui, toutefois, ces effets positifs sont à replacer dans une démarche éducative globale, où la prévention s'accompagne aussi de sanction dès lors que le règlement n'est pas respecté. « L'année dernière, explique-t-il, nous avons convoqué des parents ainsi que plusieurs conseils de discipline pour mettre fin aux actions d'élèves qui déclenchaient les alarmes incendie à tout-va. Le conseil de discipline ne doit pas être utilisé comme un dernier recours avant le renvoi définitif, c'est une mesure éducative qui permet de marquer l'élève et de lui faire comprendre que ses bêtises ne peuvent rester impunies », explique Rémi Lunet. Une façon pour lui de créer l'exemplarité. Ainsi, les avis des derniers conseils de discipline sont affichés dans le couloir à la vue de tous et, cette semaine-là, on peut lire que trois élèves font l'objet de plusieurs jours d'exclusion « avec sursis » à cause d'incivilités en classe.

Quant à l'installation de caméras ou de portiques, encouragée par le gouvernement pour une meilleure sécurisation des établissements, Rémi Lunet n'y est pas opposé par principe. D'ailleurs son collègue dispose de deux caméras et il vient d'en réclamer une troisième au conseil général pour aider la gardienne à mieux surveiller les entrées. Il a aussi demandé à ce que la barrière d'enceinte soit rehaussée, « pas en raison des intrusions, dit-il, car l'éloignement de la cité garantit que les problèmes restent à l'extérieur », mais... pour empêcher les élèves de sortir et sécher les cours. Pourtant, il pense que si la technique peut aider, elle risque aussi de casser l'indispensable rapport de confiance avec les élèves. « Ils savent qu'ils peuvent venir se confier à nous en cas de problèmes. Cette année, cela nous



MEYER/ENDANCE FLOUE

Savoir comment réagir face à la violence. Un des rôles d'Éducation à la paix.

a ainsi permis de déjouer une tentative de "petit pont massacreur" et de récupérer un Taser qu'un élève avait apporté à l'école. » Une confiance qui doit aussi beaucoup à la stabilité de

## Des Franciliens bien gardés

■ **60 % des lycées d'Île-de-France sont équipés de caméras de vidéosurveillance**, 4 % en ont plus de 20. Entre 2004 et 2009, 385 nouvelles caméras ont été installées pour un coût de 3,4 millions d'euros, soit 8900 € par caméra.

■ **Les demandes des lycées en matière de sécurisation** concernent à 74 % la pose de clôtures ou la création de portails sécurisés contre 18 % pour les caméras.

l'équipe éducative et enseignante, et à l'implication des parents qui n'hésitent pas à appeler pour signaler les problèmes dans le quartier. Quant au programme d'Éducation à la paix, qui se termine dans une semaine, il est encore trop tôt pour en mesurer ses effets sur le comportement des élèves. « Il n'y a pas de miracles, mais dans d'autres établissements où nous sommes intervenus, comme à Asnières ou à Montrouge, les enseignants ont fait part d'une meilleure ambiance dans la classe et d'une diminution des comportements violents, raconte Élise Bancon, la responsable du programme. Pour certains, le déclin ne se fera que longtemps après, mais l'important est de semer. » ●

AUDREY STEEVES